



LES CAHIERS DE L'ACAREF

LES CAHIERS DE L'ACAREF

Volume 2 No 4 , Mai 2020

ISBN 9782953729962



Volume 2 No 4 , Mai 2020 ISBN 9782953729962

Tome 3

Domaines:

Languages

Histoire

Géographie

Droit

Science politique

Sciences sociales

LES CAHIERS DE L'ACAREF

Vol. 2/N°4 – mai 2020

ISBN 9782953729962

LES CAHIERS DE L'ACAREF
Vol. 2/N°4 – mai 2020
TOME 3

LES CAHIERS DE L'ACAREF

Revue dirigée par L'Académie Africaine de Recherches et d'Etudes Francophones

Conseil restreint de directoin scientifique du Numéro

Pierre Frath, Université de Reims, France

Christian Tremblay, OEP, Paris France

Marc Richeveaux, CEDIMES, France

Akimou Tchagnaou, UL, Togo

Coordination du Numéro

Koffi Ganyo AGBEFLE,

Coordonnateur, ACAREF, Bureau Afrique/Togo

Comité scientifique international élargi

- AFELI Kossi Antoine, Université de Lomé, Togo
- AGRESTI Giovanni, Université Bordeaux Montaigne, France
- AMEGBLEAME Simon, Université de Lomé, Togo
- BADASU Cosmas. K., Université de Legon, Ghana,
- DAO Yao, Université de Lyon 2, France
- DEVRIESERE Viviane, Isfec Aquitaine, Bordeaux France
- ELHADJI YAWALE MAMAN, Université de Zinder, Niger
- FRATH Pierre, Université de Reims, France
- KOUDJO Bienvenu, Université d'Abomey Calavi, BENIN
- LEMAIRE Eva, Université d'Alberta, Canada
- LEZOU KOFFI Aimée-Danielle, UFHB, Abidjan, Côte d'Ivoire
- MAURER Bruno, Université de Montpellier 3, France
- NAPON Abou, Université de Ouagadougou 1, Burkina Faso
- NUTAKOR Mawushi, Université de Legon, Ghana
- RICHEVEAUX Marc, Institut CEDIMES, France
- SANDS Sarah, Université de Strasbourg, France
- TCHAGNAOU Akimou, Université de Lomé, Togo
- TCHEHOUALI Destiny, Montréal, Canada
- TIJANI Mufutau A., PhD, A. Bello University Zaria, Nigéria
- TREMBLAY Christian, OEP, Paris France
- TUBLU Yves, CELHTO UA Niamey, Niger
- YEBOUA Kouadio D., ENS UFH Côte d'Ivoire
- YENNAH Robert, Legon University, Ghana

SOMMAIRE

0. **Introduction : message covid-19/ ACAREF chercheurs africains_**
AGBEFLE Koffi Ganyo _ *Togo*01
1. **Importance socio-économique de l'utilisation de *Xylopia Aethiopica* (Dun) A. Rich pour les populations de la Commune de Covè au Sud-Bénin _**
HOUEHOUNHA Anatole, ABALO Télé Amoni Rodrigue, GBESSO Florence et
TENTE A. H. Brice _ *Bénin*.....10
2. **Variabilité pluviométrique et dynamique de la végétation dans la**
confluence Ouémé –Okpara (Bénin) _ AFOUDA Hervé Worou, EDEA Emile,
YABI Ibouraima et AFOUDA Fulgence _ *Bénin*.....28
3. **Facteurs de pérennisation des acquis des projets de développement :**
cas du PIHI-COM à Bassila, Bénin _ SINA D. Ilyass _ *Bénin*.....47
4. **Les pratiques de couverture du risque opérationnel et la performance**
des exploitations agricoles de type familial au Bénin _ LAWIN Armand et
DOUCOURE SYLLA Karima _ *Bénin*.....61
5. **La difficile gestion de la ville macrocéphale d'Abidjan _** KAMAGATE
Sanaliou, Maitre-assistant _ *Côte d'Ivoire*.....80
6. **Communication engageante, santé du couple mère-enfant dans le**
district sanitaire Korhogo (Côte d'Ivoire) _ BONI Georges Kouadio _ *Côte*
d'Ivoire.....100
7. **Le français de côte d'ivoire dans le cyberespace : analyse et**
interprétation _ KOUASSI Konan Stanislas, KOFFI Hamanys Broux De Ismael et
BLE Stéphanie Émerode Oplouba _ *Côte d'Ivoire*.....115
8. **Nature et morphologie des signes de communication sur les réseaux**
sociaux, appauvrissement et ou enrichissement linguistique ? _ DEMBELE
Oumar Sk _ *Mali*.....129
9. **Les humanités numériques dans la recherche universitaire : enjeux,**
chantiers et perspectives _ KAHÍ Honoré Oulaï _ *Côte d'Ivoire*.....139

10. **Quelle approche communicationnelle pour le renforcement de la collaboration scientifique des universitaires ivoiriens ?** _ KOUASSI Amino Liliane et Gobou Bien-Aimée Gohi Lou _ *Côte d'Ivoire*.....157
11. **La Géographie au service du développement durable en Afrique** _ VODOUNOU Jean Bosco Kpatindé _ *Bénin*.....171
12. **Eaux usées domestiques et dégradation de l'environnement (1^{er} arrondissement de Cotonou, Bénin, Afrique de l'Ouest)** _ HEDIBLE Sidonie Clarisse _ *Bénin*.....189
13. **Analyse du jeu des acteurs de la reddition de comptes dans la Commune de Ouidah au Bénin** _ DE SOUZA Pélagie Léchidia Afiavi Dopé, ADJOVI Ingrid Sonya Mawusi, AGUESSY Honorat et TINGBE-AZALOU Albert _ *Bénin*.....199
14. **Enjeux et défis du déclin des valeurs culturelles des communautés Idaasha à Cotonou au Bénin** _ TAKPE Auguste Kouami _ *Bénin*.....220

Chers/Chères collègues de l'ACAREF et chercheurs africains,

En ces moments tumultueux à dimension mondiale à cause du coronavirus, permettez-nous de prendre la parole pour exhorter chacun de nous à la vigilance et à prendre bien soin de nous et de nos proches.

En effet, en ces temps critiques où le monde est bouleversé à cause du covid-19 et pendant que les chercheurs et spécialistes de tout bord se mobilisent pour sauver des millions de vies humaines au risque et péril de la leur, nous vous invitons à vous joindre à nous pour féliciter tous ces collègues et tout le personnel médical derrière et à leur souhaiter bon courage dans ce combat aux finalités jusqu'ici incertaines.

Nous aimerions également encourager le monde des chercheurs à continuer, malgré les restrictions liées au covid-19, à faire avancer la science chacun dans son domaine. L'avènement du covid-19 et tous les débats autour de la place/de l'apport du chercheur en général, du chercheur africain en particulier à sa société ont déjà été largement abordés aux différentes occasions de rencontres (colloques, congrès, journées d'études, assises doctorales) organisées par l'ACAREF depuis ces trois (03) dernières années.

« La recherche francophone: Quelles dimensions scientifiques ? »

Voilà la thématique qui nous a réunis à Saint-Louis au Sénégal pour 3 jours de réflexions, d'échanges et de débats en fin janvier 2020. Quelques mois plus tôt, en juin 2019, nous avons tenu le 1^{er} congrès mondial des chercheurs et experts francophones à l'University of Ghana, Legon. Ce congrès ambitieux, malgré les imperfections et manquements qu'on pouvait lui reprocher, traitait d'une thématique brûlante : **LES APPORTS DES LETTRES, LANGUES, ARTS ET SCIENCES SOCIALES/HUMAINES A L'HUMANITE.**

En effet, ce congrès qui pourrait être qualifié de « passionné » de par sa thématique brûlante et fédératrice s'interrogeait sur la place présente et future des recherches en lettres et sciences humaines francophones dans la vie de nos sociétés. En clair, le congrès d'Accra reposait précisément sur le principe des recherches et études francophones conçues et vécues comme vecteurs d'enthousiasme, d'innovation, de diversité, de pluralité, de dialogue et d'émergence pour que le monde tourne mieux et que son concert ne devienne ni monotone ni cacophonique.

Comme cela ne suffisait pas, l'ACAREF/DELLA annonçait une nouvelle rencontre à l'Université de Parakou pour le mois de juin 2020 dont la thématique est la suivante : **L'UNIVERSITE/TAIRE FRANCOPHONE ET LA SOCIETE AUJOURD'HUI : SPECIFICITES, FRAGMENTS, TOTALITE, UNITE...**

Toutes les thématiques que nous avons abordées ces trois dernières années, en effet, interrogeaient les chercheurs que nous sommes sur notre place au sein de la société ou nos apports à celle-ci. Plus qu'une interrogation, ceci tend à devenir une interpellation.

Et pour cause ! nous avons constaté, pendant toutes ces années, qu'il se développe au sein du monde des chercheurs francophones d'Afrique ou plus généralement au sein de la recherche africaine, une forte tendance à faire baisser la RIGUEUR ET L'ENGAGEMENT SCIENTIFIQUES sous plusieurs prétextes (manque de temps, manque de moyens, manque de

volonté, etc.), ce qui est un véritable gâchis pour l'Afrique, en tout cas pour la recherche francophone d'Afrique.

« Nous avons pu constater que la recherche se limitait ou plutôt rimait avec l'ambition d'obtenir une promotion universitaire, changer de grade, changer de bureau, changer de poste.... Oui, même s'il est vrai qu'il faut publier pour être promu en grade et autre, nous pensons qu'il y a bien plus un bonheur qu'on apporte à nos sociétés et à nous-mêmes en premier, en prenant l'engagement de faire de la recherche scientifique désintéressée », disions-nous tout récemment à l'ouverture des Assises Doctorales Francophones (ADF) en septembre 2019 à l'Université de Lomé et en janvier 2020 à l'Université Gaston Berger de Saint-Louis au Sénégal.

La société, notre société n'a que faire de nos promotions ou de nos grades et titres respectifs. Elle attend de nous des idées et, bien plus, des actes : ***des idées, des actes !***

Nos sociétés attendent de nous de leur apporter des réponses concrètes et capitalisables vis-à-vis des défis auxquels elles font face. Nous ne devons pas perdre cela de vue. Il nous faut dépasser la recherche pour la recherche. Faisons de la recherche scientifique qui met en relations étroites nos ambitions de promotion personnelle et les apports utilitaires de celles-ci à nos sociétés. Travaillons, publions, produisons et diffusons du savoir à partir de notre engagement scientifique dès lors que nous sommes appelés chercheurs et/ou enseignants-chercheurs. Tel est le leitmotiv de l'ACAREF.

Chères/Chers collègues, passons des idées aux actes !

Jusqu'à quand allons-nous continuer d'apprendre et de « maîtriser » les formules physiques, chimiques ou encore mathématiques dans les salles de classes ou dans les amphis sans véritablement aller vers leurs applications réelles et utiles dans la vie de nos sociétés ? Allons-nous continuer d'apprendre et de « maîtriser » les théories philosophiques, sociologiques, littéraires, linguistiques didactico-pédagogiques « importées » et de les crier sur tous les toits sans vraiment chercher à voir ce qu'elles apportent véritablement à nos sociétés au plan endogène ?

Nous nous interrogeons souvent sur ce qui suit : les penseurs comme Platon, Voltaire, Jean-Paul Sartre, et bien d'autres encore... ont-ils développé leurs théories en tenant compte des réalités de la dimension humaine dans toute sa globalité et sa diversité ? Hamadou Hampaté Bâ, Joseph Ki-Zerbo, Cheikh Anta Diop et bien d'autres encore ne sont-ils pas des penseurs au même titre que les premiers que nous avons cités ? Autrement dit, où est la place de la philosophie africaine au sens large dans le concert des nations ? où est la place de la pensée africaine dans les rendez-vous avec les sociétés humaines ? Pussions-nous, chers/chères collègues, chacun(e) dans son domaine de spécialisation, continué à porter nos regards sur ces questions qui nous interpellent ? ***L'Afrique se doit de produire des savoirs, de les diffuser et de les défendre ; et nous en sommes tous, à nos rangs, grades et titres respectifs, les garants.***

Quittons les sentiers battus...explorons d'autres horizons.

En 2019, à l'occasion du lancement officiel du premier congrès mondial des chercheurs francophones, tenu à Accra au Ghana, nous nous indignions du fait que la plupart de nos publications s'appuyaient sur des références bibliographiques exogènes et surtout occidentales ; et les auteurs s'efforçaient de faire appel à des théories qui, en réalité, ne sont pas utilement nécessaires à la thèse qu'ils défendaient. Nous avons pris l'exemple des trois ouvrages spéciaux lancés et publiés à l'occasion de ce congrès pour illustrer cet état de fait : 95% de ces références étaient des travaux des chercheurs occidentaux contre seulement 5% pour les travaux africains. Triste record ! N'est-ce pas ? Ce que je dis est discutable, je le sais, mais je pense que cet état de fait doit nous interpeler.

Promouvoir une recherche africaine autonome...

Seule l'autonomie (sinon, plus précisément « la décolonisation » au sens large) de la recherche en Afrique pourrait nous permettre de sortir de l'ornière. En effet, lorsque nos collègues occidentaux font leurs recherches et les diffusent, ils ne sont nullement complexés par nos avis ; ils n'attendent pas non plus qu'une instance africaine adhère ou avalise leurs résultats. Ils les diffusent tout simplement dès qu'ils en sont scientifiquement convaincus. Je m'attèlerai à donner des exemples de faits vécus pour mieux illustrer ce que j'appelle « décoloniser la recherche africaine ».

En 2015, à Montpellier, lors d'une conférence internationale portant sur la mise en branle d'un projet de promotion des langues nationales dans les écoles en Afrique, conférence à laquelle j'avais été invité tout comme plusieurs autres chercheurs africains, une experte européenne chargée des questions didactiques en milieu multilingue africain avait été mandatée d'animer un atelier méthodologique pour nous outiller à « la chose ». Dans sa démonstration fortement logique, avouons-le, on pouvait bien voir qu'elle s'appuyait essentiellement sur des références européennes sans daigner regarder du côté des travaux réalisés par les chercheurs linguistes et didacticiens africains. Je le lui fis savoir rapidement, à la fin de son « brillant » exposé. Mais qu'elle ne fut ma triple surprise lorsqu'elle me répondit sèchement : Monsieur, vous savez, l'Afrique ne fait pas partie de mes passions !

Voyez-vous ? et pourtant elle est bien spécialiste de la didactique des langues en Afrique. Heureusement ou malheureusement, la fougue de ma jeunesse aidant, je lui fis savoir sèchement un certain nombre de vérités sur la linguistique et les questions didactiques en Afrique avant de lui ajouter que j'avais du mal à comprendre comment une experte de ces questions pouvait ignorer ces éléments de bases nécessaires à un projet si utile et ambitieux de l'OIF.

Ma 2^e surprise fut la réaction des collègues africains présents à cette rencontre qui tentèrent de me retenir parce que, disaient-ils, l'évènement était retransmis en direct par deux chaînes de télévisions françaises et il fallait être courtois envers l'oratrice.

Troisièmement, j'ai été surpris de ce qu'après l'atelier, les mêmes collègues africains m'abordèrent pour saluer le courage avec lequel j'avais pu intervenir pendant l'atelier avant de

me demander de « faire attention » sinon je risquais de ne plus être invité pour les prochaines fois. J'en avais été scandalisé !

Redéfinir les programmes de formation en Afrique

L'an dernier (2019) en octobre, je présentais une communication en plénière au cours d'une conférence internationale à l'Université de Bordeaux Montaigne (France) sur la nécessité de redéfinir les programmes d'enseignement et de formation dans les écoles africaines au sens large, plus précisément dans les universités en Afrique. J'avais du mal (et j'ai encore du mal) à parler d'universités africaines. Dans ma communication, je tentais de démontrer que l'Afrique n'a pas encore son université au sens strict du terme ; étant donné que les programmes de formation dans nos universités sont généralement en déphasage avec le contexte ambiant et les réalités immédiates dans lesquelles ces programmes sont animés ou encore à cause du fait que nos programmes sont toujours, pour la plupart, axés sur ce qui se fait en occident...

Je donnais en ce moment 2 exemples pour illustrer mes propos. En effet, je m'interrogeais sur la place de la médecine africaine dans nos facultés et écoles. « Il est bien surprenant de constater que nous formons des hommes et femmes dans nos écoles de médecine et de pharmacie qui, en fin de compte, ne sont pas préoccupés par le paludisme qui ravage des millions d'enfants, de femmes et d'hommes chaque année. Pendant ce temps, d'autres africains qui ne sont pas allés à la fac. se montrent régulièrement préoccupés par ce mal et proposent des remèdes à base des plantes et des herbes ; lesquels remèdes, les premiers rejettent souvent trop vite en les traitant d' « ascientifiques » ; disais-je dans un passage de mon intervention à cette conférence plénière.

Mon 2^e exemple portait sur les étudiants que nous formons dans nos écoles et instituts d'ingénierie agronomique qui, au sortir de ces supers lieux de formation, se trouvent très souvent impuissants devant les réalités et défis agricoles ou agropastorales des parents qui les ont envoyés à « l'école du savoir ».

Je démontrais ainsi que quelque chose d'« insuffisant » caractérise nos programmes de formation en Afrique. Ce que je dis n'est peut-être pas toujours avéré ; mais c'est bien souvent la triste réalité à laquelle nous assistons toujours. On retrouve les mêmes phénomènes dans plusieurs autres filières de formation en Afrique : en pédagogie, en linguistique, en sociologie, en droit, en gestion et bien d'autres encore où l'écart entre la formation et les défis de nos sociétés africaines est bien immense. Je ne vous ferai pas cas des réactions et attitudes bien curieuses de certains collègues africains présents à cette conférence...

Chers/Chères collègues, nous faisons l'apologie d'une authentification des programmes de formation. Seuls des programmes authentiques permettraient non seulement de répondre aux défis de nos sociétés, mais aussi de s'affirmer sur l'échiquier mondial...

Collaborer pour plus d'efficacité et d'affirmation sur l'échiquier mondial...

Le vrai problème auquel fait face la recherche en Afrique, en dehors de toutes autres considérations pécuniaires ou volonté politique, est le manque de visibilité. Il existe déjà de très bonnes recherches dans divers domaines de la vie en Afrique. Ces recherches sont des sources

du savoir pour l'Afrique et constituent pour l'humanité des repères non négligeables. Malheureusement, personne n'en parle ; au mieux, peu de personnes en parlent. La recherche souffre de son manque de visibilité en Afrique.

Deux raisons fondamentales justifient cette situation :

- La première raison, c'est **le manque de visibilité des résultats de travaux de recherche des universitaires et experts africains**. En effet ; nous avons découvert au fil de ces quelques années, de très bons travaux de recherches de nos collègues, de nos maîtres et formateurs africains. Et, généralement, ces travaux se retrouvent entre les mains de nos collègues occidentaux qui, par le biais de nos échanges, nous interpellent sur tel ou tel autre aspect de ces recherches. Malheureusement, et c'est bien souvent le cas, nous n'avions pas connaissance de l'existence de ces travaux pertinents avant que ces collègues et amis européens, animés de bonne foi, y attirent notre attention. Que s'était-il passé entre temps ? Ces travaux n'avaient pas été rendus visibles par nos universités et/ou centres de recherche.
- La deuxième raison, c'est le refus de rendre publiques ou plutôt accessibles nos publications. Permettez-moi de crever l'abcès. Il existe encore, et je ne sais pour quels motifs, des collègues qui ont du mal à mettre à la disposition du monde universitaire leurs travaux de recherche (articles, ouvrages collectifs, monographies, etc.) et quelques fois même des appels à contributions et/ou à communications. Cette situation est bien complexe à comprendre et donne l'impression que ces personnes « cachent leurs travaux » (pour reprendre les propos souvent entendus de plusieurs universitaires africains) déjà publiés à leurs collègues. Résultats : nous évoluons ainsi dans l'ombre et nous nous faisons du « mal » ; puis nous portons ainsi, sans le savoir, un coup à la visibilité de la recherche universitaire africaine.

D'autres raisons, existent et nous en sommes tous conscients et chacun pourrait, selon les différents contextes, compléter la liste...

Une chose est de chercher pour trouver ; une autre est de pouvoir mettre à la disposition du monde les résultats de ce qu'on trouve. La différence entre nos collègues occidentaux et nous, réside dans leur capacité à diffuser à grande échelle les résultats de leurs recherches. Nos universités et centres de recherche doivent œuvrer dans ce sens. Nous devons contribuer aussi, chacun à son échelle, à faire connaître les résultats de nos travaux de recherche.

Comment y parvenir ? Il faut créer des cadres de collaborations sud-sud d'abord et sud-nord-sud ensuite. Collaborons pour plus d'efficacité et de visibilité de nos recherches. C'est ce à quoi aspire l'ACAREF/DELLA, notre réseau qui vise entre autres à :

- contribuer à la valorisation et à une plus large diffusion des recherches en Afrique, à leur visibilité internationale,
- faciliter la coordination institutionnelle de ces recherches et de nouvelles formes de coopération,
- encourager l'émergence de nouvelles thématiques ainsi que les approches interdisciplinaires et transversales en lettres et sciences humaines/sociales.

Chers/Chères collègues, notre force réside dans la collaboration au sens franc du terme. Cette collaboration aura pour « effets indésirables » *la perturbation de nos habitudes, le dérangement de nos*

égos de « chercheurs spécialistes de ... » ; mais nous sommes convaincus qu'elle nous apportera plus de bien que de mal.

C'est donc fort de cette conviction que nous avons pu développer, grâce à vous, ce réseau de chercheurs enthousiastes et motivés ; réseau qui se répand, s'étend et devient un réseau mondial. L'ACAREF (ou L'ACAREF/DELLA, comme certaines personnes aiment l'appeler) est un réseau associatif mondial. Il compte aujourd'hui 110 membres actifs dont plusieurs « fougueux » (au sens non-péjoratif du terme) animés par le sens du partage et de sacrifices indescriptibles et que nous saluons ici pour le courage consenti à l'égard de notre association qui compte également plusieurs membres sympathisants et des partenaires internationaux.

C'est également par cette conviction de la nécessité de collaborer que notre réseau a pu aller à la rencontre d'autres réseaux associatifs au plan international. L'Observatoire Européen du Plurilinguisme, l'association LEM-ITALIA, l'Institut CEDIMES (via sa Revue Les Cahiers du CEDIMES), les Editions SAPIENTIA HOMINIS et bien d'autres encore échangent et collaborent avec nous sur plusieurs thématiques dans une perspective pluri/transdisciplinaire.

De notre conviction de collaboration, naissent également plusieurs autres réseaux formels ou non formels et des amitiés interuniversitaires ou entre institutions que nous encourageons aussi. Il nous faut entretenir la flamme de ces collaborations afin de les vivifier pour pouvoir les rendre utiles à nos sociétés. Chacun à son échelle, pourra y contribuer.

L'ACAREF/DELLA et le coronavirus ?

Le monde actuel se voit tutoyer par un mal qui défie tous les grands noms de chercheurs, médecins, spécialistes, etc. Tout le monde en parle et les solutions scientifiques jusque-là trouvées sont : l'isolement, le confinement, le couvre-feu, etc. qui font autant (ou plus) de dégâts selon les contextes variés

Mais en attendant que nous trouvions de bien meilleurs remèdes au coronavirus, notre égo de « chercheur spécialiste de... » vient de recevoir un coup dur par le biais de ce virus cruellement mortel qui nous emmène à nous interroger sur nos statuts de chercheurs, d'experts, et autres.

Chers/Chères collègues, qui sommes-nous réellement ? Autrement, quelle est l'utilité de ce que nous considérons être pour nos sociétés qui, aujourd'hui comme toujours, ont les regards tournés vers nous ?

A nos collègues d'Afrique, la question se pose sous plusieurs angles : Comment traitons-nous les réalités de nos sociétés immédiates clouées par plusieurs défis à relever ? Il s'agit, entre autres, des défis de langues, défis sociologiques, médicaux, pharmaceutiques, économiques, religieux, pédagogiques...

Le coronavirus est un mal parmi tant d'autres sur le plan sanitaire africain et mondial. « C'est un vent qui souffle et qui va passer », laissait entendre un agent de force de l'ordre à un poste de contrôle et de régulation de la circulation à l'entrée de Lomé (capitale du Togo). Cette simple phrase de cet agent de force de l'ordre nous fait comprendre que l'Afrique n'est pas à son « 1^{er} vent qui souffle ».

Malgré toutes les craintes qu'on peut continuer à exprimer vis-à-vis du coronavirus qui est un danger réel, je crois qu'il y a bien plus de dangers que ce virus-même qui fait parler de lui. J'ai été voir, les chiffres officiels (sans compter les chiffres non déclarés par les populations de nos

régions et milieux enclavés) du nombre de décès des maux comme le paludisme et le virus Ebola en Afrique et j'en suis resté scandalisé : je vous invite, si ce n'est pas encore le cas, à aller regarder ces chiffres. Pourquoi ces maux n'ont-ils jamais été déclarés comme « crises sanitaires mondiales » ? ...

La crise sanitaire occasionnée par le coronavirus, puisque c'est bien de ça que nous parlons ici, a mis nos Etats dans une situation d'incertitudes et d'effolement total, au point où les dirigeants se montrent (visiblement) en perte de vitesse. Pour le cas de l'Afrique, ces incertitudes et ces affolements ont conduit à de véritables « cafouillages » dans les prises de décisions de lutte contre le mal. C'est ainsi qu'on assiste, une fois encore, au conformisme de nos Etats de la façon dont l'occident riposte à cette crise sanitaire. Ces mesures barrières qui, dans une large mesure sont universelles, comportent des dimensions qui méritent d'être re-contextualisées. En voici un exemple :

- « Tentatives de confinement » dans des pays où aucune politique d'aides sociales n'existait ou, si elle en existe, n'avait jamais été testée auparavant. Résultats : les populations, d'un niveau de vie socio-économique précaire, préfèrent sortir de chez elles pour pouvoir « chercher de quoi vivre plutôt que de mourir affamée dans le confinement ».

Le comble dans tout ceci, c'est la position de « bras croisés » de la plupart des Etats africains « en attendant (comme c'est bien souvent le cas) qu'un remède soit trouvé par l'occident et que la bonne nouvelle nous soit portée afin que nos Etats à leur tour puissent soulager leurs populations ». Attitude que l'on peut se permettre de résumer en cette phrase : *notre salut vient des autres*.

Concrètement, que suis-je entrain de dire ? Dès les premiers jours de la crise sanitaire du covid-19, plusieurs pays ont déclaré que c'est une situation de « guerre contre un ennemi invisible » et cette guerre s'est étendue au monde entier. La guerre du coronavirus est devenue une guerre mondiale en quelques semaines. Or, en situation de guerre, si tel est bien le cas, tous les moyens sont bons pour se sauver la vie, ne serait-ce que pour l'instant présent. Chaque troupe, bien évidemment, se met au front avec ses stratégies et moyens de combat. Curieusement, alors même que nos dirigeants ont déclaré l'Etat d'urgence presque partout, nous sommes restés *attentistes* d'un quelconque remède ; comme pour dire : *notre salut vient des autres*.

Où est la médecine africaine ? N'est-ce pas le moment pour elle de se révéler au monde ? Il était en effet grand temps pour nous autres (chercheurs, spécialistes, et autres experts) de descendre de notre piédestal pour aller à la rencontre et « à l'école » de ceux qui, malgré tout ce qu'on pourrait leur reprocher, se battaient (et quelque fois clandestinement) pour proposer quelques « potions magiques » à base de plantes et d'herbes, parce que ne voulant pas rester les bras croisés devant les maux qui frappent souvent leur société. Ces hommes et femmes, qui travaillent dans l'ombre par peur de « représailles » et des traitements « injurieux » qu'on leur inflige souvent, sont des gens qui veulent apporter eux-aussi, leurs connaissances à l'édifice des nations. Que reprochons-nous généralement à ces « tradi-thérapeutes » (appellation que je trouve assez dévalorisante) ? Manque de lucidité, de méthodes, etc. ? S'ils manquent de lucidité dans leurs façons de procéder, apportons-leur la lucidité ; s'ils manquent de méthodes dans leurs démarches, apportons-leur la méthode.

Bref, apportons « notre science » aux travaux de ces hommes et femmes plutôt que de toujours chercher à « tirer sur eux » ou à rejeter leurs savoirs. C'est à ce prix qu'on pourrait développer une médecine africaine digne de ce nom qui, à son tour, pourrait s'affirmer aux grands rendez-vous avec l'humanité.

Et l'OMS prédit le pire pour l'Afrique,

Nous avons tous reçu ou suivi l'information sur l'actualité de la crise du covid-19 selon laquelle, lorsque le mal aura atteint l'Afrique, ce sera la catastrophe. L'Afrique, selon l'instance en charge de la santé mondiale, devra « se préparer à décompter des milliers de cadavres ». Malgré toute la pertinence de ces prédictions de l'OMS que nous respectons à juste titre, nous nous permettons de faire quelques remarques sous forme de questionnements :

- Pourquoi l'Afrique devra-t-elle être toujours infantilisée ? En effet, même si nous ne doutons pas de la dangerosité de ce mal covid-19, les prédictions de l'OMS laissent entrevoir, une marginalisation de la capacité des chercheurs et spécialistes africains à riposter contre ce mal. Je crois que ces instances internationales auxquelles adhèrent nos Etats, se doivent quelque fois d'avoir un peu plus d'égards ou plutôt de confiance en la médecine africaine au sens large.
- La deuxième remarque est la suivante : pourquoi les millions de morts annuellement enregistrés en Afrique depuis des décennies pour cause de paludisme ou du virus Ebola, ou encore de misère/pauvreté et terrorisme, n'ont jamais été relayés avec autant d'écho ?

De peur de tomber dans le sensationnel, je préfère m'arrêter ici dans mes réflexions...

Puis l'OMS condamna les « propos (dits racistes) de certains chercheurs français » au sujet de l'Afrique...

Il nous est également revenu que certains chercheurs français proposaient qu'un potentiel vaccin anti-covid-19 soit testé sur le terrain africain. Ces propos rapportés comme des rumeurs se sont révélés vrais. D'une part, reconnaissons que ces propos ne sont qu'une suite logique de toutes sortes de théories/outils/machines « montés ailleurs et testés en Afrique ». L'Afrique n'est pas à sa première victimisation... Et, l'OMS a vite fait de condamner de tels propos qualifiés de « racistes » envers les peuples africains. Nous saluons cette contre-réaction et condamnation de la part de l'OMS. Mais nous pensons qu'on ne devrait pas se limiter à une simple condamnation.

Pour jeter les pavés dans la marre, voici ce que nous pensons : ces chercheurs français doivent des excuses publiques à l'Afrique, au monde des chercheurs en général et à l'humanité toute entière. Nous espérons vivement que les instances supérieures chargées de la promotion et de la régulation de la recherche en Afrique, comme le CAMES ou les instances dirigeantes de nos Universités respectives, œuvrent à ce que cela soit effectif...

Dépasser la spécialité, aller à l'expertise...

Il nous faut passer de la recherche généraliste à la recherche-action ; puis à l'implémentation. S'il existe bien une dimension de la recherche que nous avons souvent négligée soit par ignorance soit par mépris, c'est bien l'expertise. Voilà un aspect de ce que j'appelle la recherche-implémentation. Je m'explique : alors que le chercheur-spécialiste est dans la théorie pointue, l'expert est dans l'application de cette théorie pointue. Le spécialiste propose des pistes précises sans forcément les tester dans la pratique. L'expert traduit dans les faits les résultats de la recherche spécialisée. C'est donc l'expertise qui nous rend proches de nos sociétés qui ont besoin des faits, du concret, des actes. Ceci est un autre débat. Nous aurons l'occasion d'en reparler.

Chers/ Chères collègues,

Malgré toute la dangerosité de la « zone de turbulence » que nous traversons aujourd'hui à cause du coronavirus et des dégâts collatéraux occasionnés par ce mal, il nous faut continuer de garder la flamme de la recherche scientifique. Gardons le zèle, cherchons, trouvons, publions, diffusons !

Nous restons tout de même optimistes parce qu'un vent nouveau souffle sur/pour le monde des chercheurs en général, des chercheurs africains en particulier.

Voyez-vous ? L'avenir est prometteur ! Devenons des « excités », devenons « inconditionnels », devenons « fous » pour faire avancer la recherche en notre temps.

C'est dans cet esprit d'espoirs et de souhaits pluriels, que nous vous souhaitons de bons et agréables moments de « retraite circonstancielle » et que l'après covid-19 nous fasse « pousser des ailes et durcir nos muscles de chercheurs » pour aller à une dimension plus engagée de la recherche, pour mettre en branle « la machine » de la recherche-action, pour poser des actes.

Respectons les mesures barrières, prions aussi et continuons à être actifs dans nos domaines respectifs.

Que Dieu veille sur chacun de nous !

AGBEFLE KOFFI GANYO,
Président de l'ACAREF,
Coordonnateur ACAREF/Bureau Afrique
Lomé-Togo
Email : acarefdella.afrique@gmail.com
ou koffiganvoa@yahoo.fr
Tel: 00228 90 87 65 30
WhatsApp: 0033 77 39 11 978

EAUX USEES DOMESTIQUES ET DEGRADATION DE L'ENVIRONNEMENT (1^{ER} ARRONDISSEMENT DE COTONOU, BENIN, AFRIQUE DE L'OUEST)

SIDONIE CLARISSE HEDIBLE

DEPARTEMENT DE SOCIOLOGIE-ANTHROPOLOGIE//FASHS//UAC/BENIN,
LABORATOIRE PIERRE PAGNEY : CLIMAT, EAU, ECOSYSTEME ET DEVELOPPEMENT
(LACEEDE), CENTRE INTER FACULTAIRE DE FORMATION ET DE RECHERCHE EN
ENVIRONNEMENT POUR UN DEVELOPPEMENT DURABLE (CIFRED),
shedible@yahoo.fr

Résumé

Depuis quelques décennies, l'assainissement dans les villes comme Cotonou constitue un épineux problème. Les eaux usées stagnent sur les espaces vides, sur la chaussée et dans les drains. Les populations se trouvent en général dans des conditions d'hygiène précaire par manque de services d'assainissement adéquats. L'objectif visé est de faire ressortir l'impact des eaux usées domestiques sur l'environnement et sur la santé.

Recherche de nature qualitative, la technique d'échantillonnage à choix raisonné a été retenue. Les techniques de collecte de données sont l'observation, l'entretien et l'administration du questionnaire avec comme outils appropriés la grille d'observation, le guide d'entretien. Trente-cinq acteurs sociaux ont été interrogés au total.

IL ressort de cette recherche qu'aucun des ménages ne reconnaît l'existence d'infrastructure aménagée pour recueillir les eaux usées domestiques. Ces dernières stagnent sur les espaces vides, sur la chaussée et dans les drains occasionnant de sérieux problèmes environnementaux.

Mots clés : Eaux usées domestiques, dégradation de l'environnement, 1^{er} arrondissement Cotonou

Abstract

In recent decades, sanitation in cities such as Cotonou is a thorny problem. Wastewater stagnates on empty spaces, on pavement and in drains. Populations are generally in precarious hygiene conditions because of the lack of adequate sanitation services. The aim is to highlight the impact of domestic wastewater on the environment and on health

Qualitative research, the reasoned choice sampling technique was chosen. The techniques of data collection are the observation, the maintenance and the administration of the questionnaire with as appropriate tools the observation grid, the interview guide. Thirty-five social actors were interviewed in total.

This research shows that none of the households recognize the existence of infrastructure developed to collect domestic wastewater. The latter stagnate on empty spaces, on the roadway and in the drains causing serious environmental problems.

Key-words: Domestic wastewater, environmental degradation, 1st district Cotonou

Introduction

La satisfaction des besoins humains fondamentaux, passe par la mise à la disposition des populations d'un système d'approvisionnement en eau et un assainissement adapté. Accéder à une eau potable et à des services d'assainissement minimum, constitue un combat quotidien pour des millions de personnes dans le monde. Selon un rapport d'évaluation de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS, 2003), 1,1 milliard de personnes n'ont pas accès à un service d'approvisionnement approprié et 2,4 milliards de personnes n'ont pas accès à un système d'assainissement adapté.

En effet, l'essor de l'urbanisation et la croissance démographique sont à la base de la demande croissante en eau et par conséquent la production des eaux usées sous diverses formes. Les populations se trouvent en général dans des conditions d'hygiène précaire par manque de services d'assainissement adéquats. Les activités agricoles, domestiques, artisanales, industrielles, commerciales et minières, produisent des eaux usées qui sont pour la plupart directement déversées dans la nature, sans aucun traitement adéquat. En la faveur d'une démographie galopante, de la faiblesse des moyens financiers et matériels et des difficultés à maîtriser la croissance urbaine, les villes africaines ont connu pendant les deux dernières décennies, une forte croissance de la population et un dysfonctionnement des systèmes d'assainissement sur le cadre de vie et sur l'écosystème naturel. Cet état de fait connaît de plus en plus d'ampleur et interpelle tous les acteurs impliqués.

Les dysfonctionnements des systèmes d'assainissement des déchets liquides sont perceptibles dans toutes les villes dont celle de Cotonou plus précisément dans le 1^{er} arrondissement : les eaux usées stagnent dans les espaces vides, sur la chaussée et dans les drains. Les ménages ne reconnaissent pas l'existence d'infrastructure aménagée pour recueillir les eaux usées domestiques.

C'est pour penser à ce problème que le présent sujet a été formulé de la sorte : Eaux usées domestiques et dégradation de l'environnement (1^{er} arrondissement de Cotonou) L'objectif visé est de faire ressortir l'impact des eaux usées domestiques sur l'environnement et sur la santé 1^{er} arrondissement de Cotonou.

1- Milieu d'étude

Situé à Cotonou, le Premier Arrondissement est limité au Nord par le lac Nokoué (commune de Sô-Ava), au Sud par l'océan Atlantique, à l'Est par la commune de Sèmè-Kpodji et à l'Ouest par la commune d'Abomey-Calavi. Il comprend 55 413

habitants répartis dans dix quartiers dont Dandji, Donaten, Finagnon, Tchanhounkpame, Tokplegbe, Avotrou, N'Venaméde, Suru-Léré, Tanto, Yagbé. Le climat est de type sub-équatorial avec un relief peu accidenté avec des marécages. Il possède des sols sableux qui sont généralement pauvres en matière organique avec une faible capacité d'échange et un faible pouvoir de rétention en eau. La nappe phréatique se trouve à proximité de la surface du sol dont la perméabilité élevée accélère l'infiltration des eaux pluviales et usées (Figure 1).

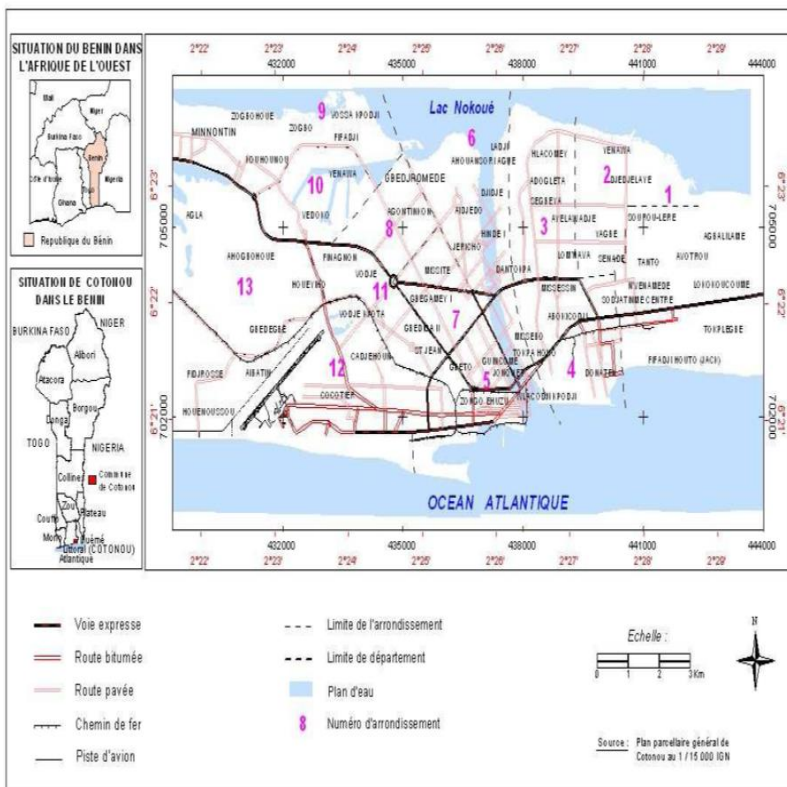


Figure 1 : Ville de Cotonou

2- Problématique

Dans ce premier arrondissement de Cotonou, les eaux usées sont jetées pêle-mêle (stagnent sur les espaces vides, sur la chaussée et dans les drains) et les populations ne perçoivent pas les risques liés à cette façon de faire.

Ainsi à travers ce thème de réflexion, trois hypothèses ont été formulées :

Dans ce premier arrondissement de Cotonou,

- les eaux usées sont jetées pêle-mêle (stagnent sur les espaces vides, sur la chaussée et dans les drains) ;

- Les ménages ne reconnaissent pas l'existence d'infrastructure aménagée pour recueillir les eaux usées domestiques ;

- les populations ne perçoivent pas les risques liés à cette façon de faire.

Il urge donc de mettre en exergue l'impact de ces rejets sur l'environnement et la santé afin de résoudre les problèmes liés à une mauvaise gestion des eaux usées domestiques pour contribuer ainsi à l'amélioration de la qualité de l'environnement et de la santé dans la ville de Cotonou. Pour aboutir aux résultats les données et méthodes suivantes ont été utilisées.

3- Données et méthodes

3-1- Données

Les Données sont celles sociologiques et sanitaires. Celles sociologiques sont liées aux perceptions de la population. Celles sanitaires concernent les informations reçues au CREPA relatives aux formes de pollution liées aux eaux usées domestiques rejetées dans la nature puis relatives aux différentes formes d'ouvrages d'assainissement.

3-2- Méthodes

Recherche de nature qualitative, Elle prend également en compte les statistiques sanitaires reçues au CREPA relatives aux formes de pollution liées aux eaux usées domestiques rejetées dans la nature puis relatives aux différentes formes d'ouvrages d'assainissement.

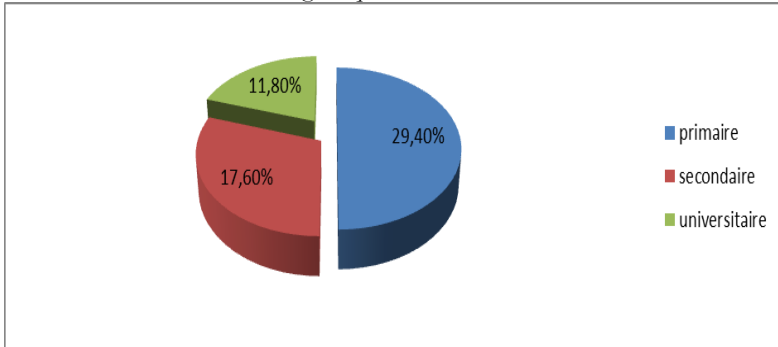
La technique d'échantillonnage à choix raisonné a été retenue. Trente-cinq acteurs sociaux ont été interrogés au total les techniques de collecte de données sont l'observation et l'entretien avec comme outils appropriés la grille d'observation et le guide d'entretien Comme mode de traitement l'ensemble des données qualitatives ont été traitées par le logiciel Word. Quant aux données sanitaires reçues au CREPA, elles ont été saisies dans le logiciel Excel puis transféré pour la mise en tableaux, graphes et en cartes par le logiciel Arc-view.

4-Résultats

4-1- Niveau d'instruction de la population enquêtée

La figure 1 montre que 11, 80% sont de niveau universitaire, 17, 60% de niveau secondaire et 29, 40% de niveau primaire.

Figure 1 : niveau d'instruction des ménages enquêtés

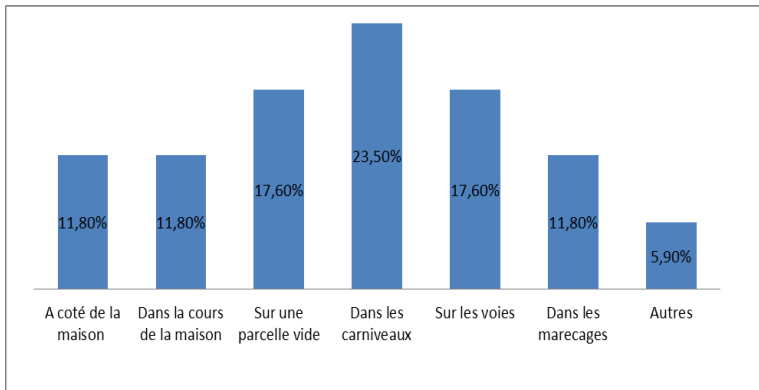


Source : Enquête de terrain, juillet 2018

4-2- Gestion des eaux usées et dégradation de l'environnement

L'on constate au niveau de la figure 2 que les ménages du 1^{er} arrondissement contrairement à ce qui devrait être ont l'habitude de jeter les eaux usées n'importe où mais surtout dans les caniveaux.

Figure 2 : Modes de gestion des eaux usées dans les ménages de Cotonou



Source : Enquête de terrain, juillet 2018

Les effets des rejets des eaux sur la voie sont néfastes pour le sol de la ville, il n'y a plus absorption d'où le risque d'inondation en période pluvieuse comme le montre la photo1

Photo1: eaux usées domestiques jonchant le sol à Avotrou



Prise de vue HEDIBLE juillet 2018

Le manque de collecteur individuel et collectif d'eau usée domestique poussent la population à l'incivisme comme le montre les photos 2 et 3. L'état de ces collecteurs d'eau pluviale ne peut qu'engendrer des cas de pollution et par ricochet entrainer des problèmes de santé.

Photo 2 et 3: Rejet d'eaux usées domestiques dans les collecteurs et caniveaux destinés à recueillir et drainer l'eau pluviale à Suru-Léré



Prise de vue HEDIBLE juillet 2018

Ces caniveaux sont remplis d'eaux usées domestiques sources de maladies. Les photos 4 et 5 montrent l'état actuel de ces infrastructures.

Photo 4 et 5 : Remplissage des caniveaux par les eaux usées domestiques chargées de matières de toutes sortes à Suru-Léré



Prise de vue HEDIBLE juillet 2018

4-3 Perceptions populaires sur l'existence du collecteur d'eau usée domestique

Sur tous les ménages aucun ne reconnaît l'existence d'infrastructure aménagée pour recueillir les eaux usées domestiques. Leur rejet sur les voies dégrade l'environnement (les photos 6 et 7)

Photo 6 et 7 : détérioration des voies par les eaux usées domestiques à Yagbè



Prise de vue HEDIBLE juillet 2018

4-4-Les formes de pollution liées au rejet anarchiques des eaux usées selon le Centre Régional pour l'Eau potable et l'Assainissement CREPA-Bénin)

4-4-1- Pollution primaire ou physique :

Au niveau urbain, cet aspect de pollution est représenté par un excès de particules en suspension dans l'eau. Les particules en suspension sont troubles. L'origine de ces particules résulte des déchets désagrégés provenant de la cuisine, de la lessive et du bain. Ces particules rejetées dans le milieu aquatique naturel, entrave la pénétration de la lumière dans l'eau déséquilibrant ainsi la chaîne trophique.

4-4-2- Pollution secondaire ou organique :

Cette catégorie regroupe l'ensemble des matières rejetées provenant surtout des sanitaires et de la cuisine. Il existe deux catégories de molécules carbonées :

- Les composés organiques de synthèse qui sont selon le cas rémanents et biodégradés et ont des impacts négatifs sur l'environnement
- Les composés organiques issus du métabolisme humain animal et végétal

4-4-3 Pollution tertiaire ou minérale

Il s'agit de la pollution issue de l'utilisation des produits azotés ou phosphorés. La mesure des différentes formes d'azote et phosphore permet de déterminer l'ampleur de cette forme de pollution.

4-4-4 Pollution quaternaire ou biologique :

Sous le terme pollution biologique, sont regroupées les pollutions virales bactériennes ou parasitaires. Cette pollution est connue sous le nom de péril fécal

Cette catégorie de pollution est responsable de nombreuses maladies à caractère endémique ou épidémique et affectent particulièrement les populations dans les pays en développement. Hépatite, typhus, choléra, la plupart des gastro-entérites sont véhiculées par les eaux usées urbaines entraînant une morbidité générale et une mortalité infantile élevée. Trois milles (3000) enfants environ de par le monde, meurent chaque jour, des suites d'un contact direct ou indirect avec des eaux non ou mal désinfectées.

L'origine de ces pollutions est spécifiquement humaine et animale. Le réservoir initial de ces germes est le tube digestif de l'Homme et des animaux.

Ces polluants biologiques peuvent se transmettre plus ou moins directement d'Homme à Homme par les mains, les aliments et l'eau. Dans d'autres cas, il faut nécessairement un hôte intermédiaire ou vecteur c'est surtout le cas dans certaines maladies virales ou zoo-parasitaires. Le germe parasite doit accomplir nécessairement une partie de son cycle chez ce vecteur (insecte, escargot, poisson, crustacé,), avant

de devenir infectieux pour l'Homme. Si les hôtes intermédiaires sont inexistantes ou ont été détruits, le cycle du parasite sera interrompu et de nouvelles infections humaines deviennent donc impossibles.

Les maladies les plus récurrentes dont la population du secteur d'étude, 6ème arrondissement de Cotonou se sont plaintes et qui sont causées par les rejets de ces eaux usées domestiques sont : le paludisme, le choléra, la diarrhée, la fièvre typhoïde. Le type de pollution qui cause ces genres de maladies se situe dans celle **quaternaire ou biologique**

5- Discussion

Comme le montre les hypothèses ci-dessus citées, l'ignorance de la population en matière de gestion des eaux usées domestiques est une évidence. L'absence d'infrastructure pour la collecte et le traitement des eaux usées domestiques dans l'arrondissement est une récurrence.

Malgré les multiples études déjà faite dans le domaine de la gestion des déchets dans les villes, les hôpitaux et des vidanges pour un meilleur assainissement comme l'a fait remarquer do-Rego(K.) et Sedjame (R.), 2001 puis .Odoulami (L.) (2009) force est de constater qu'il reste beaucoup d'efforts à faire dans ce sens par les autorités politico-administratives et par la population elle-même pour y parvenir.

Conclusion

La présente recherche a été motivée par la curiosité de comprendre la raison des rejets des eaux usées domestiques, ses conséquences sur l'environnement et la santé. Elle a été conduite dans le 1^{er} Arrondissement de Cotonou et a mis en évidence l'inexistence quasi- totale d'infrastructures pour la collecte et le traitement des eaux usées. Elle a également mis en évidence les risques sanitaires que court la population avec les rejets anarchiques de ces eaux usées domestiques.

Références bibliographiques

AÏSSI (M. J.), (1992) : *Impacts des déchets domestiques sur la qualité de la nappe phréatique à Cotonou*, mémoire, Abomey-Calavi, CPU, DIT, 85 p
BOKO (M.) et ODOULAMI (L.) (2007) : "Problématique de l'approvisionnement en eau potable dans le 6ème arrondissement de la ville de Cotonou (Bénin). Cas des quartiers VOSSA, TOWETA 2 et LADJI", *In Actes du 1er colloque de l'UAC des Sciences Cultures et Technologies, Géographie* : pp 411 – 417.

DO-REGO (K.) et SEDJAME (R.),(2001) :*Recherche en écologie urbaine sur huit (08) quartiers dans Cotonou : Inondation, Gestion des déchets, Gestion de l'eau et santé*, rapport d'étude, UNB, 49 p + annexes

DOVONOU F (2005) ; "Contribution à l'élaboration de la politique d'assainissement des eaux usées domestiques par la SONEB au Bénin: cas de la ville de Cotonou"

Info CREPA, 2004 ; Dossier : Quel rôle attribué à la commune pour une gestion durable des déchets et de l'assainissement urbain ? Revue n° 44, 30 p.

pS-Eau (2004) : *Gestion durable des déchets et de l'assainissement urbain*, 191 p.